Améliorer le traitement de la malnutrition aiguë chez les enfants en situation d'urgence

Il est rare que du combustible de cuisson soit fourni aux réfugiés en situation de crise. À Cox's Bazar, au Bangladesh, 92 % des réfugiés rohingyas et des communautés d'accueil dépendent du bois pour leur besoin de chauffage,[1] ce qui entraîne une déforestation importante, des risques accrus déboulements, et des niveaux élevés de pollution de l'air à l'intérieur des habitations. Bien que de précédentes études menées dans d'autres pays se soient penchées sur les avantages des combustibles de cuisson propres, avant cette étude il n'existait aucune étude spécifique aux populations réfugiées. Le programme SAFE+ (Safe Access to Fuel and Energy Plus) et un programme distinct du HCR ont distribué du gaz de pétrole liquéfié (GPL) aux réfugiés. Ils ont été confrontés à des problèmes de financement, ce qui témoigne de la nécessité de disposer de données probantes pour soutenir les politiques visant à garantir l'accès des réfugiés à des combustibles de cuisson, de préférence propres, à Cox's Bazar et ailleurs.

Cette étude, menée entre 2019 et 2022 par l'Université de Stanford, l'Université de Berkeley (Californie), le Centre international de recherche sur les maladies diarrhéiques, le Bangladesh, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), a évalué l'impact de la fourniture de GPL aux réfugiés rohingyas sur la santé, la sécurité et l'environnement. À travers le suivi de 1 200 ménages, les chercheurs ont évalué l'utilisation des poêles, la qualité de l'air et les violences liées aux combustibles. Les résultats ont permis d'améliorer la conception du programme et de faire de la distribution de GPL un candidat au financement par des crédits carbone. L'étude a suscité un intérêt mondial, et pourrait exercer une influence sur les futures politiques humanitaires en matière d'énergie.

Intitulé de l'étude : Coûts et bénéfices pour la santé humaine et environnementale du bois de chauffage par rapport aux combustibles fossiles propres utilisés par les ressortissants du Myanmar déplacés de force et les communautés d'accueil au Bangladesh

Lieu : Bangladesh

Type d'étude : Étude d'observation à méthodes mixtes

IMPACTS

- Les résultats ont permis d'améliorer la conception du programme à Cox's Bazar
- Discussions politiques éclairées sur le financement des crédits carbone
- L'étude a suscité l'intérêt du monde entier et pourrait influencer les futures politiques humanitaires en matière d'énergie.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- Mobilisation personnelle continue des principales parties prenantes
- Supports de communication multimédias concis et intéressants adaptés aux publics cibles

1 PNUD, 2018. Impacts of the Rohingya Refugee Influx on Host Communities (Impacts de l'afflux de réfugiés rohingyas sur les communautés d'accueil). https://reliefweb.int/report/bangladesh/impacts-rohingya-refugee-influx-host-communities

CONTEXTE

Contrairement aux abris et à la nourriture, les organisations humanitaires ne fournissent généralement pas de combustible de cuisson aux réfugiés en période de crise. Au Bangladesh, 92 % des réfugiés rohingyas et des communautés d'accueil à Cox's Bazar, où se trouve le plus grand camp de réfugiés au monde, utilisent du bois de chauffage pour cuisiner. Les conséquences sur l'environnement et la santé sont considérables : déforestation importante, risque accru de glissements de terrain, maladies respiratoires dues à la pollution de l'air à l'intérieur des habitations. De plus, les réfugiés consacrent une part importante de leurs revenus à l'achat de combustible.

De précédentes études menées au Guatemala, au Pérou, en Inde et au Rwanda ont examiné l'impact de la fourniture de combustible de cuisson aux communautés, mais aucune étude ne s'est concentrée spécifiquement sur les populations réfugiées, ou n'a lié les résultats à des bénéfices sociaux, sanitaires et environnementaux. Certaines données suggèrent que la fourniture de GPL pourrait améliorer la santé et les conditions environnementales, mais les recherches actuelles sont obsolètes et limitées.

Le programme SAFE+, mis en œuvre par l'OIM, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM), fournit du GPL aux réfugiés au Bangladesh mais peinait à susciter durablement l'attention et à pérenniser son financement.

L'ÉTUDE

Cette étude d'observation à méthodes mixtes a évalué l'impact de la fourniture de GPL pour la cuisson aux réfugiés rohingyas, ainsi que la baisse de l'utilisation de bois de chauffage qui en a découlé. Elle s'est penchée sur les effets sur la santé et le bien-être, l'économie des ménages, les enjeux de sécurité, les pressions environnementales et les risques de catastrophe. L'objectif de l'étude était de produire des données probantes pour encourager un changement de politique (en plaidant pour le financement de GPL dans le cadre des crises actuelles et à venir) et contribuer à la généralisation de la distribution d'énergie propre.

Avant l'étude, le gouvernement du Bangladesh, en collaboration avec des agences des Nations Unies et des ONG, avait commencé à fournir à 195 000 ménages de réfugiés un réchaud à GPL, une bonbonne et des recharges régulières (environ une fois par mois, selon la taille de la famille) dans le cadre du programme SAFE+ et d'un programme GPL distinct du HCR. L'étude a porté sur 600 ménages qui utilisaient du GPL depuis 12 mois (groupe témoin) et 600 ménages qui n'avaient pas encore commencé à utiliser de GPL mais allaient bientôt en recevoir (groupe d'intervention). Parmi ces ménages, 437 du groupe témoin et 494 du groupe d'intervention ont répondu aux trois séries d'enquêtes et ont donc été inclus dans les résultats de l'étude. L'utilisation des poêles et la qualité de l'air ont été contrôlées dans 202 ménages. Des membres de la communauté rohingya ont également été interrogés sur leur vécu en matière de harcèlement et de violences domestiques et intergroupes liés à la collecte et à l'utilisation de combustibles de cuisson. Les données ont été collectées à 0, 12 et 22 mois après le début de l'étude.

En évaluant le programme SAFE+ et la distribution de GPL à Cox's Bazar, l'étude vise à fournir des informations exploitables pour l'extrapolation d'initiatives d'énergie propre dans les situations humanitaires.

RÉSULTATS

L'étude a révélé que la fourniture de GPL pour la cuisson aux réfugiés rohingyas a considérablement réduit leur dépendance au bois de chauffage, en remplaçant 4,3 kg de bois de chauffage par 0,34 kg de GPL par jour. Au cours de la période de trois ans couverte par le programme SAFE+ et le programme GPL du HCR, la distribution de GPL a permis d'éviter l'exploitation d'environ 330 600 tonnes de bois de chauffage et d'éviter 407 000 tonnes d'émissions de CO_2. Elle a également permis de mettre fin à l'utilisation de plastique comme combustible, une pratique qui avait cours dans 40 % des ménages. Selon des estimations, l'amélioration de la qualité de l'air a permis d'éviter 2 309 décès d'adultes et 385 décès d'enfants sur une période de cinq ans.

Les ménages utilisant du GPL ont augmenté leurs dépenses alimentaires, vu diminuer le risque de dépression chez les femmes qui s'occupent des enfants et observé une réduction des violences domestiques et intergroupes. Ces résultats suggèrent que la fourniture de GPL sur la durée pourrait être une stratégie rentable pour améliorer la sécurité alimentaire, la santé et la sécurité des réfugiés tout en protégeant l'environnement, en apaisant les tensions avec les communautés d'accueil et en faisant avancer les objectifs mondiaux de développement durable en matière d'énergie propre.

Avant la distribution de gaz de pétrole liquéfié, un garçon rohingya rentre chez lui depuis la forêt avec du bois de chauffage. Crédit : Laura H Kwong

COMMUNICATION ET MOBILISATION

L'étude a été conçue de façon à combler les lacunes en matière de données probantes, et à favoriser un changement de politique en mettant en évidence les avantages multisectoriels du GPL. Son indépendance vis-à-vis des agences des Nations Unies a renforcé sa crédibilité, en en faisant une ressource neutre que toutes les parties prenantes pouvaient soutenir. Ce positionnement a permis d'obtenir l'adhésion des partenaires, et de montrer aux donateurs que leurs dons pouvaient avoir d'importantes retombées socio-économiques sur le bien-être des réfugiés.

Une stratégie de diffusion proactive a permis d'assurer une forte adoption de l'étude, en se concentrant sur l'impact politique et la mobilisation des acteurs humanitaires. L'implication précoce des donateurs, des autorités locales et des acteurs humanitaires a permis de stimuler l'intérêt de tous et d'instaurer la confiance. Des réunions de groupes, des entretiens individuels et des ateliers ont permis de faire le point régulièrement et d'informer les parties prenantes. Cette approche a rendu les donateurs plus réceptifs aux résultats, et a facilité la sensibilisation des ambassades et des partenaires du secteur privé, dont beaucoup sont maintenant des donateurs de SAFE+2 (le programme de suivi de SAFE+).

Au niveau mondial, l'équipe de recherche a fait des présentations lors d'événements virtuels internationaux afin de diffuser les résultats auprès d'un public plus large. Des partenaires clés, dont l'OIM et le HCR, ont contribué à amplifier la portée de l'étude au sein de leurs réseaux. Bien que l'impact au niveau mondial n'en soit encore qu'à ses balbutiements, le réseautage et la mobilisation actifs ont permis d'obtenir un large soutien et une grande adhésion au projet. Un tracker des possibilités de diffusion a permis d'enregistrer les interactions avec les parties prenantes, et une stratégie a été mise en place pour pérenniser leur implication et réfléchir à la suite, notamment via de nouvelles discussions sur le financement des crédits carbone.

Pour maximiser l'impact du projet, l'équipe de recherche a produit des réalisations accessibles, dont document de synthèse et un court documentaire multilingue. Le document de synthèse contient un résumé concis des principales conclusions, qui permet aux décideurs de s'impliquer plus facilement dans l'étude. Le documentaire, disponible en cinq langues, fait appel au storytelling pour mettre en évidence les atouts du GPL et donner plus d'écho aux voix locales. Visionné 300 à 400 fois depuis octobre 2023, il a obtenu une mention honorable dans le cadre d'un concours mondial de documentaires sur la santé, ce qui a permis d'étendre la portée et l'influence de l'étude.

« Je tenais à ce que cette étude soit pertinente sur le plan politique dès le départ, et à ce que les résultats soient utiles aux personnes s'intéressant à la question ».
- Dr Kwong, co-chercheur principal

ADOPTION ET IMPACT

L'étude a produit des données utiles pour éclairer la prise de décisions concernant la fourniture de GPL, tant pour les agences humanitaires à Cox's Bazar, au Bangladesh, que pour les acteurs mondiaux travaillant sur les questions d'énergie et d'environnement dans les situations de crise. Les conclusions vont au-delà de la consommation d'énergie, de la pollution de l'air à l'intérieur des habitations et de la déforestation, afin de mieux cerner les évolutions plus globales qui se sont produites en matière de sécurité alimentaire, de réduction des conflits entre réfugiés et hôtes et de violences domestiques. L'étude a fourni des données inédites sur les violences conjugales, la cohésion sociale et la santé mentale, et a débouché sur des mesures de sécurité telles que des queues de distribution alimentaire différenciées en fonction du genre et des livraisons à domicile pour les personnes handicapées. L'étude a également permis d'établir des indicateurs de référence et des objectifs pour les programmes futurs, qui ont été intégrés aux rapports SAFE2+ et aux initiatives de mobilisation des donateurs.

Les conclusions ont montré aux donateurs que le financement de combustibles de cuisson en situation de crise présente un intérêt multisectoriel. La distribution de GPL est très coûteuse et, compte tenu du chevauchement des crises et de l'évolution des priorités des donateurs, l'étude a joué un rôle important dans la participation des donateurs au programme SAFE2+, en garantissant notamment la mobilisation continue des donateurs du Canada, de la Suède et de la Norvège. On estime qu'un million de personnes ont bénéficié indirectement de l'étude grâce au soutien apporté au programme SAFE+2 à la suite de ses conclusions.

Les crédits carbone sont envisagés comme un moyen de financer durablement les futurs programmes SAFE ; cette étude apporte justement des éléments probants sur ce point pour éclairer les discussions en cours entre les décideurs politiques. L'étude a suscité l'intérêt des principaux décideurs mondiaux, dont le HCR, l'OIM, USAID et d'autres agences des Nations Unies qui réfléchissent à des mécanismes innovants de financement des initiatives humanitaires en matière d'énergie.

« Le fonctionnement concret [des crédits carbone] était mal compris [...]. [L'étude] a vraiment dépassé le stade de la simple étude sur le GPL, pour se muer en une discussion sur les autres solutions de financement, sur ce qui pourrait être fait et comment ». – Partie prenante du projet SAFE2

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

IMPLICATION PERSONNELLE CONTINUE DES PRINCIPALES PARTIES PRENANTES

L'équipe de recherche a régulièrement mobilisé les autorités locales et les acteurs humanitaires tout au long du cycle du projet par le biais de groupes de travail techniques, de clusters et de réunions individuelles, en vue d'informer les parties prenantes et d'entretenir les relations (particulièrement crucial lors des périodes de rotation du personnel). Ces interactions régulières ont permis à l'équipe d'expliquer l'objectif de l'étude, sa mise en œuvre et ses résultats, et d'adapter les communications politiques en fonction des problèmes prioritaires et des enjeux du moment.

SUPPORTS DE COMMUNICATION CONCIS ET STIMULANTS ADAPTÉS AUX PUBLICS CIBLES

La production, sous une forme accessible, d'un document de synthèse et d'un documentaire vidéo court et visuellement percutant s'est révélée utile pour les donateurs et les responsables de la mise en œuvre dans le cadre de l'étude, d'autant plus qu'ils ont été produits dans plusieurs langues parlées localement. Cela s'est avéré particulièrement utile pour les activités de diffusion et de mobilisation, car certaines publications universitaires ont été retardées.

INFORMATIONS SUR LES PARTENAIRES

PARTENAIRES : Centre international de recherche sur les maladies diarrhéiques, Bangladesh (icddr,b) ; Organisation internationale pour les migrations (OIM) ; Université de Stanford ; Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

À PROPOS D'ELRHA

Elrha est une organisation mondiale qui trouve des solutions à des problèmes humanitaires complexes par le biais de la recherche et de l'innovation. Cette étude a été financée par le programme R2HC (Research for Health in Humanitarian Crises, ou Recherche pour la santé dans les crises humanitaires) d'Elrha, qui vise à améliorer les résultats en matière de santé en consolidant le socle de données probantes sur lequel s'appuient les interventions de santé publique lors des crises humanitaires.

Le programme R2HC est financé par le Foreign Commonwealth and Development Office (FCDO) du Royaume-Uni, Wellcome et le Department of Health and Social Care (DHSC) par l'intermédiaire du National Institute of Health Research (NIHR).

Ce programme compile des études de cas détaillées par le biais d'un processus de triangulation et de validation des données relatives à l'adoption et à l'impact. La méthodologie de l'étude de cas et la version complète de cette étude de cas condensée sont disponibles sur demande.

r2hc Research for health in humanitarian crises | elrha

www.elrha.org

@Elrha

www.linkedin.com/company/elrha/